

L'exploitation des coupeurs de canne haïtiens dénoncée

LA PRESSE MONTRÉAL JEUDI 27 SEPTEMBRE 2007

LÉA ROBOAM
COLLABORATION SPÉCIALE

Une cinéaste et une photographe dénoncent l'exploitation des coupeurs de canne haïtiens en République dominicaine. Et elles dérangent.

À quelques heures de vol de Montréal, non loin des plages de rêve de nos vacances, derrière les champs de canne à sucre de la République dominicaine, se cache l'horreur des «bateyes».

Dans ces véritables camps de travail aux cases exiguës et insalubres, sans eau courante ni électricité, s'entassent dans une extrême pauvreté des coupeurs de canne haïtiens et leurs familles. Ces «braseros» travaillent 12 à 15 heures par jour, coupant la canne à la machette, pour un «salaire» dérisoire d'environ 2 \$ la tonne.

Les enfants du sucre, documentaire de la cubano-américaine Amy Serrano, a suscité l'émotion lors du Festival international du film haïtien de Montréal la semaine dernière. Tourné clandestinement, ce film mon-

tre des conditions de vie et de travail comparables à celles de l'esclavage.

La réalisatrice insiste sur le sort des enfants. Officiellement, les mineurs ne doivent pas travailler dans les champs de canne. Dans la réalité, des garçons de 10 ans plantent ou coupent la canne avec leurs pères pour quelques centimes de plus. L'État dominicain ne leur reconnaissant pas la nationalité, ces enfants ne peuvent pas aller à l'école. Leur avenir est compromis et la plupart d'entre eux ne sortiront jamais des «bateyes». Leur état de malnutrition est évident. Certains jours, ils doivent se contenter de quelques morceaux de canne à sucre en guise d'unique repas.

Six mois dans un «batey»

«S'il a plu et que la récolte n'a pas été possible, les «braseros» ne sont pas payés et peuvent rester une semaine entière sans rien manger», rapporte la photographe franco-chilienne Céline Anaya-Gautier. Elle a vécu six mois dans un «batey» et dénonce, elle aussi, les conditions dans lesquelles sont maintenus les coupeurs de canne haïtiens. Passant pour une missionnaire auprès des autorités dominicaines, la jeune photographe a pu accompagner le père Pierre Ruquoy, prêtre

Officiellement, les mineurs ne doivent pas travailler dans les champs de canne. Dans la réalité, des garçons de 10 ans plantent ou coupent la canne avec leurs pères pour quelques centimes de plus. L'État dominicain ne leur reconnaissant pas la nationalité, ces enfants ne peuvent pas aller à l'école.

belge qui a œuvré 12 ans à la défense des «braseros». Menacé de mort par les ultranationalistes, il a dû quitter la République dominicaine. De cette immersion dans l'enfer des plantations telles

qu'elles fonctionnaient encore au XIX^e siècle, la photographe a ramené les images bouleversantes de l'exposition *Esclaves au paradis*.

Tentatives d'intimidation
Les enfants du sucre et *Esclaves au paradis* dénoncent un système économique très lucratif. La canne à sucre rapporte des sommes colossales. Pas étonnant, dès lors,

LES «BATEYES»

Les «braseros» haïtiens, estimés à 500 000 au moins, femmes et enfants compris, représentent 90 % de la main-d'œuvre de l'industrie sucrière dominicaine.

On dénombre environ 400 «bateyes» dans tout le pays, dont la majorité appartient à l'État. Vingt pour cent d'entre eux ne disposent d'aucune structure médicale et près d'un tiers n'offre aucun accès à l'éducation.

La République dominicaine a exporté plus de 240 000 tonnes de sucre en 2006. Elle a accueilli plus de 3 millions de touristes entre janvier et août 2007, dont une majorité d'Américains et de Canadiens.

Sources: Amnistie internationale, Banque centrale de la République dominicaine

qu'elles fonctionnaient encore au XIX^e siècle, la photographe a ramené les images bouleversantes de l'exposition *Esclaves au paradis*.

Tentatives d'intimidation

Les enfants du sucre et *Esclaves au paradis* dénoncent un système économique très lucratif. La canne à sucre rapporte des sommes colossales. Pas étonnant, dès lors,



PHOTO CÉLINE ANAYA-GAUTIER

Les «bateyes» de République dominicaine sont de véritables camps de travail aux cases exiguës et insalubres, sans eau courante ni électricité, où s'entassent dans une extrême pauvreté des coupeurs de canne haïtiens.

que les magnats de l'industrie et le gouvernement dominicains crient à la diffamation. En mai dernier, en marge de l'exposition *Esclaves au paradis*, Paris a accueilli un colloque international sur les «bateyes». La réaction a été vive. «Le consul m'a accusée d'avoir réalisé des montages, affirmant que mes photos dataient des années 50...», explique la photographe Céline Anaya-Gautier, qui a également reçu des menaces explicites («On sait qui tu es, on sait où tu habites, fais très attention à toi»). La cinéaste Amy Serrano a vu son ordinateur piraté et a subi, elle aussi, des tentatives d'intimidation. Son film est actuellement poursuivi devant la justice américaine.

Mais cela n'empêchera pas Amy Serrano, déterminée à dénoncer le scandale des «bateyes», de montrer son film au plus grand nombre. L'exposition *Esclaves au paradis* poursuit, après Paris et Montréal, une tournée mondiale de sensibilisation de l'opinion publique qui devrait passer par les États-Unis.

Car, n'en déplaise aux diplomates et patrons dominicains, l'existence de ces camps de travail est avérée et largement documentée par les militants des droits humains depuis des décennies.

**Exposition *Esclaves au paradis*
Jusqu'au 2 octobre à la galerie
Mosaik Art
4897, boul. Saint-Laurent**